



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° - 246 - 6 février 2014

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

- 1 - Rassemblement : Égalité des salaires entre les femmes et les hommes, maintenant ! - 8 février
- 2 - Rassemblement contre SOS Tout petits à Port Royal - Paris - 8 février - Page 2
- 3 - Manif anti-fasciste - 9 février - Paris - Page 3
- 4 - Grue et genre - Communiqué du CNDP - Page 3
- 5 - Pétition : Les études de genre, la recherche et l'éducation : la bonne rencontre - Page 3
- 6 - Loi Famille : Qui a peur des réacs ? - Inter LGBT - Page 5
- 7 - La loi sur la Famille victime d'un manque de courage politique - MFPP - Page 6
- 8 - Report sine die de la loi sur la famille : Nous voilà mariées, mais sans enfant - Femmes Solidaires - Page 6
- 9 - Qui fait et défait la loi dans la République ? - LDH - Page 7
- 10 - Contre les offensives homophobes et sexistes ! Pour une école ouverte et émancipatrice ! - Sud Éducation - Page 7
- 11 - Quand les Associations Familiales Catholiques dénonçaient la mixité, la promiscuité et les petites filles transformées en garçonnnes... en 1935 - Par l'UFAL - Page 8
- 12 - À Caen aussi, les intolérances se libèrent - Communiqué presse unitaire - Page 9
- 13 - De quoi la "théorie du genre" est-elle le fantasme ? - Elisabeth Roudinesco - Page 9
- 14 - La défaite du « genre » politique - Caroline Fourest - Page 12
- 15 - La découvreuse de la trisomie 21 doit rester dans l'ombre : la Fondation Jérôme-Lejeune ne veut pas de cette femme dans son histoire - Source : les désobéissantes - Page 14
- 16 - Journée internationale contre les mutilations sexuelles féminines - Gam's et Osez le Féminisme ! - 8 février - Page 14
- 17 - "Anticiper les Enjeux de la prochaine Commission pour le Statut des Femmes aux Nations-Unies" - Centre Hubertine Auclers - 10 février - Page 14
- 18 - Formation/Journées Intersyndicales Femmes - Solidaires - CGT - FSU - 20 et 21 mars 2014
- 19 - En 2014, la librairie Violette and Co fête ses 10 ans ! - Page 15
- 20 - Colloque : Viols en situations de conflit : Soutien au projet de loi libyen protégeant les victimes de violences sexuelles - Paris - 18 février - Page 15
- 21 - Livre : Chevaleresses : Une chevalerie au féminin - Sophie Cassagnes-Brouquet - Page 16
- 22 - Livre : Publication d'un guide d'information sur le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur et la recherche - Association Clasches - Page 16
- 23 - À voir à la télé - Page 17

MOBILISATIONS

1 - Rassemblement : Égalité des salaires entre les femmes et les hommes, maintenant ! - 8 février

Rassemblement

Égalité des salaires entre les femmes et les hommes maintenant

Samedi 8 février - 11h

Devant le Ministère du travail

101 rue de Grenelle 75007

RDV devant métro Varenne

En ce début d'année, quand le pouvoir d'achat s'effondre suite à l'augmentation de la TVA et des cotisations sociales, les femmes sont très pénalisées, étant majoritaires parmi les bas salaires. Nous exigeons que le ministre du travail nous reçoive rapidement afin de lui remettre les pétitions pour une augmentation des salaires dans les métiers féminisés. Nous exigeons une revalorisation significative du SMIC et la fin du gel des rémunérations dans la Fonction publique.

Au moment même où le gouvernement annonce une augmentation dérisoire du salaire minimum, soit l'équivalent de 15,16 € par mois pour un salarié à temps plein (80 % des salariés touchant le Smic sont des femmes), François Hollande offre au patronat 30 milliards d'euros de cotisations patronales qu'ils ne paieront plus. La diminution de l'écart des salaires entre les femmes et les hommes exige des actes forts et pas seulement des paroles !

Campagne nationale lancée par : CNDP, Femmes Égalité, Attac Genre, Maison des femmes de Montreuil

2 - Rassemblement contre SOS Tout petits à Port Royal - Paris - 8 février

Rassemblement contre SOS tout petits

qui viennent prier contre l'IVG devant la maternité de Port-Royal à Paris

samedi 8 février - 10h devant la poste du boulevard Montparnasse

Après avoir été chassés du centre IVG Tenon Paris 20^{ème} par les contre-rassembles, les anti-avortements de SOS tout-petits s'en prennent à celui de Port-Royal : ils organisent à nouveau, ce samedi 8 février, un rassemblement contre l'avortement. Nous affirmons haut et fort que nous ne leur laisserons pas le terrain. Nous serons là, face à eux, pour affirmer le droit des femmes à disposer de leur corps : un enfant, si je veux, quand je veux ! Le droit à l'avortement a été acquis de haute lutte par les mouvements féministes, et constitue un élément fondamental de l'émancipation des femmes. Contester ce droit, c'est remettre en cause la liberté des femmes de décider si elles veulent avoir un enfant, et quand ; c'est vouloir les placer dans la hantise d'une grossesse non désirée. Et on sait bien que lorsque l'avortement est pénalisé, les femmes avortent quand même mais dans des conditions déplorables qui les mettent en danger de mort, ou vont à l'étranger pour celles qui en ont les moyens.

En France et en Espagne, la remise en cause du droit à l'avortement est désormais à l'ordre du jour. Ces dernières semaines, des milliers de manifestants ont défilé à Paris pour soutenir l'offensive du gouvernement espagnol contre le droit des femmes à disposer de leurs corps. Mais ce droit est aussi menacé dans les faits par les politiques de réduction des coûts et des effectifs dans le secteur de la santé. La tarification à l'acte, les regroupements hospitaliers, la diminution du nombre de personnel-les sont autant de menaces qui pèsent sur l'accès à l'IVG. Réclamons une véritable prise en compte des besoins des femmes, contre les politiques de rentabilité et les oppressions rétrogrades !

Ce rassemblement est un moyen de signifier aux réactionnaires de tout poil, qui ont pris confiance avec les «manifs pour tous», que les forces progressistes seront toujours là face à eux et ne les laisseront pas promouvoir le sexisme, l'homophobie et le racisme. Pour le droit à l'avortement, des moyens à la hauteur des besoins dans le secteur de la santé, et contre l'extrême-droite

3 - Manif anti-fasciste - 9 février - Paris

L'anti-facisme, c'est l'affaire de tous et toutes !
Hier, aujourd'hui, demain, contre tous les fascismes

MANIFESTATION

Dimanche 9 février - Place Jules Joffrin - 14h

Le groupe LOCs Lesbiennes of color co-organise la mobilisation anti fasciste du 9 février et souhaite mobiliser les femmes, féministes et lesbiennes contre ceux et celles qui veulent imposer leur vision de l'ordre moral, le patriarcat et les racismes de tous bord. Les fachos sont de retour mais Noues, féministes, sommes dans la rue et nous ne les laisserons pas s'imposer! La lutte contre les fascistes, c'est aussi l'affaire des Féministes. Mobilisez avec vous et autour de vous car l'heure est grave.

Premiers signataires : Action antifasciste Paris-Banlieue, Alternative libertaire, le CAPAB (Collectif Antifasciste Paris Banlieue), la CNT, le Comité pour Clément, Les Lesbians of Color, les lycéens du MILI, Solidaires étudiant...

L'appel sur : <http://lahorde.samizdat.net/2014/01/25/manifestation-antifa-a-paris-le-9-fevrier-lantifascisme-cest-laffaire-de-toutes-et-tous/>

TEXTES

4 - Grue et genre - Communiqué du CNDF

Chaque jour, en ce moment, nous apporte son lot de « bonnes nouvelles » concernant les droits des femmes. Non content d'avoir capitulé en rase campagne sur la loi famille et la PMA pour toutes les femmes c'est à dire lesbiennes compris puisque les femmes hétérosexuelles peuvent déjà en bénéficier, Jean Marc Ayrault déclare cependant que le gouvernement est prêt à « examiner sans tarder certains aspects » de cette loi. Qu'est ce qui motive ce soudain empressement pour des aspects de cette loi dont l'urgence nécessitait un examen en 2015 ? Ayrault nous le livre : « Il y a des hommes [des pères divorcés] qui montent dans les grues (...), ça exprime un malaise ». Donc, si l'on comprend bien, Ayrault reprend à son compte ce que l'Assemblée Nationale a refusé dans la loi égalité femmes/hommes : la priorité à la résidence alternée des enfants dans les cas de divorce.

Nous n'avons pas de refus de principe pour cette résidence alternée quoique il serait raisonnable d'en demander un bilan dans l'intérêt de l'enfant. Mais ce que disent les féministes, c'est que cette résidence alternée doit être totalement proscrite en cas de violences sur la femme et/ou les enfants. Un conjoint frappeur ne peut être un bon père.

C'est ce que l'on appelle le lobby « masculiniste » qui est à l'origine de cet amendement au Sénat. L'Assemblée nationale l'avait démasqué. Ayrault tombe dans le panneau.

Autre « bonne nouvelle » du jour. Médiapart nous apprend que le mot « genre » est censuré dans les circulaires, manuels et livres de l'Éducation Nationale. Nous le disons tout de go : il faut censurer aussi « domination masculine », « rapports sociaux de sex », « oppression des femmes ». Comme cela tout sera réglé car une réalité qui n'est pas nommé n'existe pas. Nous pourrions alors préparer notre proche autodissolution pour aller planter des choux.

5 - Pétition : Les études de genre, la recherche et l'éducation : la bonne rencontre

Initiée par un collectif du monde universitaire, la pétition est à présent ouverte à tous et toutes

pour la défense des études de genre et contre les rumeurs et autres désinformations sur une prétendue théorie !

« Depuis quelques jours, les élèves et les parents d'élèves sont harcelés de mails et de SMS provenant d'associations extrémistes qui propagent la rumeur selon laquelle, parce que «le genre» est introduit dans les programmes scolaires, leurs enfants seraient en danger à l'école. Non seulement cette manœuvre de déstabilisation des parents est révoltante (les enfants ont été privés d'école), mais, de plus, cette rumeur est totalement mensongère. Depuis plusieurs jours également, les propos les plus extrémistes circulent, dans les rues ou sur les réseaux sociaux, réveillant les haines envers les homosexuels, les juifs, les féministes, les professeurs des écoles appliquant l'ABCD de l'égalité, les chercheurs en études sur le genre, tous présenté-es comme des ennemis de la société. Face à ces propos dangereux, face aux risques de dérives extrémistes, nous, enseignant-es, étudiant-es, chercheur-es, souhaitons prendre la parole, rappeler la réalité des pratiques éducatives et scientifiques d'aujourd'hui, et appeler au soutien de nos concitoyens et concitoyennes, de toutes les régions de France, de toutes les origines, de toutes les cultures.

NON, les enfants ne sont pas en danger. Non, il n'y aura pas de projection de films «sexuels» à l'école, et les garçons ne seront pas transformés en filles (ni inversement).

NON, la prétendue «théorie du genre» n'existe pas, mais, oui, les études de genre existent. Le genre est simplement un concept pour penser des réalités objectives. On n'est pas homme ou femme de la même manière au Moyen-Âge et aujourd'hui. On n'est pas homme ou femme de la même manière en Afrique, en Asie, dans le monde arabe, en Suède, en France ou en Italie. On n'est pas homme ou femme de la même manière selon qu'on est cadre ou ouvrier. Le genre est un outil que les scientifiques utilisent pour penser et analyser ces différences.

OUI, les programmes scolaires invitent à réfléchir sur les stéréotypes de sexe, car l'école, le collège, le lycée sont les lieux où les enseignants promeuvent l'égalité et la tolérance, où les enfants apprennent le respect des différences (culturelles, sexuelles, religieuses). « Vati liest die Zeitung im Wohnzimmer. Mutti ist in der Küche. » (Papa lit le journal au salon. Maman est à la cuisine). Voilà comment des élèves de collège apprenaient l'allemand, à travers les aventures de Rolf et Gisela, dans les années 1980. Réfléchir sur le genre, c'est réfléchir sur les effets de ce type de messages.

OUI, l'école est le lieu où l'on permet à chacun, par les cours de français, d'histoire, de SVT, d'éducation civique, d'éducation physique, de réfléchir sur les conséquences néfastes des idées reçues et d'interroger certains préjugés, ceux qui ont fait que pendant des siècles un protestant ne se mariait pas avec une catholique, ceux qui font que l'on insulte encore aujourd'hui une ministre à cause de sa couleur de peau, ceux qui font que des petits garçons sont malmenés au cri de «pédés» dans la cour de l'école, ceux qui font que Matteo n'osera jamais dire qu'il est élevé et aimé par deux mamans, ceux qui font qu'Alice veut mourir car on la traite de garçon manqué, ceux qui créent la haine et la discorde.

Oui, l'école est le lieu où l'on permet aux élèves de se demander pourquoi les princesses ne pourraient pas aussi sauver les princes. Les études de genre recouvrent un champ scientifique soutenu par le Ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur et le CNRS, et elles ont des utilités nombreuses dans l'éducation et la lutte contre les discriminations : ces études et ces travaux existent à l'université depuis longtemps. Nombreuses sont les académies à organiser des journées de formation sur ces thèmes ; nombreuses sont les universités à offrir des cours intégrant le genre : en sociologie, en sciences de l'éducation, en anthropologie, en biologie, en sciences économiques, en philosophie, en histoire, en littérature, etc. Des séances de sensibilisation aux questions d'égalité entre les sexes font partie du parcours de formation des enseignants du primaire et du secondaire. En permettant aux élèves de constater la diversité des familles actuelles, en montrant que, selon les lieux et les époques, les rôles des hommes et des femmes ont varié et que l'amour a des formes multiples, les chercheurs, les enseignants et les professeurs des

écoles offrent aux enfants, citoyens et citoyennes de demain, la liberté de construire un monde plus égalitaire et plus harmonieux.

Pour signer en ligne : <http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2014N45876>

6 - Loi Famille : Qui a peur des réacs ? - Inter LGBT

Face aux anti-tout et à leurs messages de haine, le gouvernement enchaîne une succession de reculades insupportables. L'Inter-LGBT reste plus que jamais mobilisée et demande des éclaircissements. Nous rappellerons chaque fois que nécessaire que l'ouverture de la PMA est une promesse de campagne de François Hollande, tout comme l'est celle faite pour les droits des personnes trans. L'Inter-LGBT refuse d'attendre un autre quinquennat.

Au lendemain d'une manifestation qui a déchainé les forces les plus réactionnaires portant des messages de haine envers nos familles et envers ce que nous sommes, nous attendons d'un gouvernement censément progressiste une belle et haute voix pour défendre l'égalité républicaine et de la dignité de toutes et tous, de toutes les configurations familiales.

L'Inter-LGBT ne peut que constater amèrement qu'il n'en est rien, bien au contraire. Il suffit qu'une petite minorité réactionnaire organisée et financièrement soutenue - dans des conditions obscures - hostile à l'égalité femmes-hommes et rêvant d'un retour au XIXe siècle, élève un peu la voix pour qu'elle dicte sa loi au gouvernement. Alors que les responsables de la majorité se complaisent dans les approximations sur le genre, s'excusant d'être progressistes, Manuel Valls, dans une posture surprenante de ministre de la Famille d'un jour, pratique aussitôt l'amalgame entre PMA et GPA et entend entraver la volonté souveraine du Parlement si des amendements en faveur de la PMA étaient déposés. Propos confirmés peu après par le cabinet du Premier ministre, repoussant la loi famille à une date indéterminée mais que l'on devine la plus lointaine possible, tandis que David Assouline, porte-parole du Parti socialiste abonde dans le même sens au nom du parti majoritaire. Les réactionnaires se voient ainsi crédibilisés et leurs revendications légitimés, ce qui envoie, de nouveau, un message des plus malsains, favorisant une montée en puissance des LGBTphobies et des actes de discriminations associés et entraînant une mise en danger des personnes LGBT et notamment des militants qui se font malmener ou reçoivent des menaces de mort.

Alors qu'initialement la PMA devait être discutée dans le cadre de la loi famille présentée par Dominique Bertinotti, l'avenir des femmes lesbiennes souhaitant devenir mères fût confié aux mains «expertes» des membres du CCNE, la date de remise de leur rapport étant sans cesse repoussée. Avec les récentes déclarations ne laissant guère de doute sur l'enterrement de la PMA, nous assistons donc à une succession de reculades insupportables et nous interrogeons : qu'en est-il exactement de la PMA dans le projet de société du gouvernement Hollande ? Nous attendons des éclaircissements et nous rappelons que presque tous les pays qui ont ouvert le mariage aux couples de même sexe ont également ouverts la PMA... et parfois dans un ordre renversé !

L'Inter-LGBT n'a eu de cesse de critiquer la dissociation de la question du mariage de celle de la PMA et de pointer le risque d'une radicalisation des anti-tout. Aujourd'hui nous ne pouvons que déplorer de voir le gouvernement céder à la panique.

L'Inter-LGBT affirme haut et fort que oui, la lutte contre les stéréotypes de genre est indispensable, et ce dès le plus jeune âge. Déconstruire ces stéréotypes, c'est affirmer l'égalité femme-homme et donner à chacun les moyens de s'épanouir dans notre société. Il est plus que regrettable que nous ayons besoin aujourd'hui de rappeler qu'un homme peut vouloir choisir de rester à la maison pour élever ses enfants et qu'il est bon de dire aux petites filles qu'elle pourront devenir chirurgiennes !

L'Inter-LGBT reste mobilisée, quoi qu'il arrive, et nous rappellerons chaque fois que nécessaire que l'ouverture de la PMA est une promesse de campagne de François Hollande, tout comme l'est celle faite pour les droits des personnes trans. Nous refusons d'attendre un autre quinquennat. L'égalité

ne se divise pas, les grands et nobles principes d'égalité femmes-hommes dont se pare le gouvernement concernant toutes les femmes et ne peuvent être réservées aux seules hétérosexuelles en couple ; l'accès à la PMA pour toutes est une condition indispensable de cette égalité réelle. Nos enfants ont le droit à la même protection juridique que les autres enfants, dès leur naissance. Car des enfants naissent dans nos familles, et nos enfants ont besoin comme les autres d'être reconnu citoyens de plein droit, avec un état civil conforme à la réalité vécue et non pas comme des sous-citoyens, apatrides et sans filiation. Il est temps que cesse la tartuferie de la loi Taubira qui a certes ouvert des droits mais oblige en même temps les familles à l'adoption de leurs propres enfants pour être reconnues, tout en étant dans le déni complet de la façon dont les enfants sont conçus car sachant bien que les PMA se pratiquent à l'étranger.

Marjorie Monni et Thomas Linard, porte-parole de l'inter-LGBT en charge des questions Familles.

7 - La loi sur la Famille victime d'un manque de courage politique - MFPPF

Au lendemain de la Manif pour tous, le gouvernement a annoncé le report du projet de loi sur la Famille à fin 2015, au plus tôt. Une reculade de mauvais augure pour les parents et les enfants de « toutes les familles ».

Lundi dernier, le gouvernement a revu ses ambitions à la baisse en annonçant le report *sine die* du projet de loi sur la Famille, qui devait être examiné cette année. Cette annonce est survenue au lendemain d'une énième Manif pour tous farouchement opposée à la PMA et la GPA, deux mesures qui ne figuraient pourtant pas dans le projet de loi. Alors, de quoi le gouvernement a-t-il eu peur ? Des accusations de « familiphobie » des manifestants ? Des campagnes de désinformation des lobbys conservateurs ? Du contexte d'« hystérisation » du débat ? Où est le courage politique du gouvernement qui promettait de défendre « toutes les familles » ?

Qu'est-ce qui fait famille ? : Bien que l'ouverture de la PMA aux femmes seules et aux couples de lesbiennes ait été rapidement évincée du projet de loi, ce dernier avait au moins le mérite d'aborder la notion de parentalité sous un nouveau jour, plus conforme aux réalités des familles d'aujourd'hui. Une des avancées phares du texte visait en effet à reconnaître le rôle du tiers-parent, avec l'ouverture de nouveaux droits au beau-parent dans les familles recomposées et adoptantes. En confortant le statut des personnes qui « font famille » au sens large, cette mesure devait permettre de valoriser la parentalité sociale, qui met en avant le projet parental, porteur de la vie de l'enfant, et non le lien biologique.

Avec ce revirement, le gouvernement donne l'impression d'abandonner un chantier auquel le candidat Hollande avait pourtant promis de s'attaquer. Il ouvre un nouveau boulevard aux manifestants de dimanche, qui ne sont autres que ceux qui manifestaient contre le mariage pour tous hier et qui s'opposent aujourd'hui aux ABCD de l'égalité, à grands coups de désinformation. Mais les forces progressistes, qui luttent aujourd'hui pour l'égalité des droits entre tous les enfants, entre les citoyens et citoyennes, entre les différentes formes de famille, ne se démobiliseront pas. Elles ne laisseront pas le gouvernement céder aux thèses alarmistes et rétrogrades des tenants d'un modèle familial traditionaliste et archaïque, qui se nourrit des peurs et des rumeurs pour mépriser tous ceux qui ne s'y conforment pas.

8 - Report sine die de la loi sur la famille : Nous voilà mariées, mais sans enfant - Femmes Solidaires

Pour faire passer la loi sur le mariage pour tous, dans un climat qui n'était pas à la hauteur de cette France que l'on se plaît à croire comme l'héritière des Lumières, des ajustements ont été faits. La question de la procréation médicale assistée (PMA) a été éludée et la loi sur la famille enterrée. Nous voilà donc mariées, mais sans enfant.

La décision de l'exécutif de reporter le texte et le veto sur la PMA heurte notre association qui se

bat pour faire reconnaître les droits des femmes et toutes les formes de familles. Faut-il être en couple pour avoir un enfant ? Pourquoi une femme célibataire ne pourrait-elle pas recourir à la PMA alors que 2,84 millions d'enfants de moins de 25 ans vivent dans une famille monoparentale ? Faut-il être en couple hétérosexuel pour avoir un enfant ? Cela reviendrait à dire que certains couples « valent » plus que d'autres, ont plus de reconnaissance de l'Etat. Cela reviendrait aussi à dire que les enfants déjà nés de la PMA n'ont pas le droit d'avoir leurs deux parents à leurs côtés. N'est-ce pas une grande injustice faite aux familles à l'heure où la « familiphobie » fait des ravages ?

Nous savons bien que les lois arrivent toujours trop tard, nous savons que les évolutions sociétales sont en marche avant même que le législateur n'en ait connaissance. Nous savons aussi que faire machine arrière sur de tels sujets alors que les débats ont été déjà bien engagés - et houleux - c'est clouer au pilori des avancées qui auraient pu faire la fierté d'un gouvernement de gauche. Peut-être pas tout de suite, peut-être dans 10 ans, mais la politique ne se joue-t-elle pas sur le long terme ? En privilégiant la voie électorale et la voix des « manifestants pour tous », ce sont toutes les voix progressistes qui sont étouffées, les voix de 57 % des français-es qui se disent favorables à autoriser la PMA. La réflexion de fond a déjà lieu, place aux actes. Repensons la famille, sinon, il paraîtrait qu'« à des maux étranges on applique d'étranges remèdes » et ce serait beaucoup de bruit pour rien.

9 - Qui fait et défait la loi dans la République ? - LDH

Ainsi donc, la « Manif pour tous les intégristes » a gagné. La promesse faite en 2012, les amendements présentés par les députés socialistes lors de la loi sur le mariage instituant l'égalité d'accès à la PMA, l'engagement qui leur avait été fait que ce que l'on bloquait alors serait repris en 2014 dans la loi sur la famille... Tout cela est passé à la trappe.

Comme il y a dix ans, le ministre de l'Intérieur est Premier ministre, ministre de la Famille, ministre de la Justice, auto-investi du pouvoir de définir le « destin » des Roms, des étrangers, des homosexuels, de déclencher des censures a priori, etc.

Ainsi donc, le reste du gouvernement ne sert à rien. Le Parlement ne sert à rien. Les associations porteuses d'égalité des droits, la « société civile », dont on nous rebat les oreilles quand cela peut servir la communication électorale, tous ceux qui connaissent l'état réel de la société quant aux rapports familiaux, aux droits et à l'intérêt réel des enfants, eux non plus ne servent à rien.

Quel gâchis démocratique ! Aujourd'hui comme hier, le mélange d'astuce et d'inaction est un double message que ses auteurs ne sont pas en état de maîtriser. Aux manifestants d'extrême droite et de droite extrême, que l'on croit naïvement « apaiser », on montre « ce qui paie » : à quand les mobilisations des « familles » sur la « fin de vie », contre l'avortement, pour une Europe à la Mariano Rajoy ? Et message non moins redoutable, pour toutes celles et tous ceux qui avaient entendu « le changement, c'est maintenant » : citoyens électeurs qui vous imaginiez souverains, députés qui vous imaginiez législateurs, voyez comme le vrai pouvoir, qui est ailleurs, est capable de faire très vite ce qu'il n'avait pas dit, et d'oublier très vite de faire ce qu'il avait promis.

Avec cette combinaison d'impuissance et de reculade face aux forces les plus régressives, avec une forme d'autoritarisme face au Parlement et un mépris des engagements pris, c'est l'effectivité de la démocratie qui est gravement compromise. Et l'on peut craindre que ceux qui ont fait ce pas de clerc ne soient pas les seuls à en payer le prix.

La Ligue des droits de l'Homme, solidaire de tous ceux et toutes celles qui continuent à faire avancer l'égalité des droits, appelle les citoyennes et les citoyens à continuer à construire ensemble un avenir qui n'est ni dans le rétroviseur ni dans l'immobilisme.

10 - Contre les offensives homophobes et sexistes ! Pour une école ouverte et émancipatrice ! - Sud Éducation

La mobilisation des réseaux fascistes et réactionnaires se poursuit, et l'école est désormais une de leur cible. Ils s'attaquent frontalement aux programmes de lutte contre les stéréotypes de genre, et contre les discriminations sexistes et homophobes, proposés dans les établissements scolaires.

Sur les réseaux sociaux, et à travers l'envoi de textos et la distribution locale de tracts, les parents d'élèves ont été invités la semaine dernière à ne pas envoyer leurs enfants à l'école pour protester « contre la théorie du genre » ainsi qu'un prétendu « éducation sexuelle prévue à la maternelle à la rentrée 2014 avec démonstration ».

Sur la forme, cette opération a été lancée par le site "Journée de retrait des enfants de l'école", tenue notamment par Farida Belghoul, proche du groupe d'extrême-droite Egalité et Réconciliation d'Alain Soral. Cette même Farida Belghoul a elle-même depuis longtemps retiré ses enfants de l'école et prône la scolarisation à domicile. De son côté la Manif pour Tous organise des comités "vigi-gender" un peu partout en France, visant à mobiliser les parents et à mettre la pression sur les équipes pédagogiques. Tous ces groupes se sont retrouvés dimanche 26 janvier à la manifestation d'extrême-droite à Paris.

Sur le fond il faut démystifier le propos : il n'est évidemment pas question de démonstration d'éducation sexuelle à la maternelle, c'est tout simplement mensonger ! Et la question du genre n'est pas une théorie. Le genre signifie « le sexe social », c'est à dire la façon dont une société assigne des comportements et des rôles aux filles et aux garçons en fonction de leur sexe. L'objectif de cette offensive est de chercher à limiter l'enseignement aux « outils de bases » (lire, écrire, compter), comme le souhaite une partie du patronat, et à empêcher toute réflexion et émancipation par l'échange et la connaissance. Car pour l'extrême-droite la vision des sexes est basée sur l'inégalité assumée entre femmes (cantonnée à la sphère privée, au travail domestique, aux enfants...) et hommes (qui travaillent, décident de tout...).

Sud Éducation dénonce ces tentatives de l'extrême-droite de mettre la main sur l'école publique. Nous rappelons avec force la pertinence des études de genre pour comprendre, et combattre, les stéréotypes et discriminations sexistes qui aliènent les individus. Nous soutenons toutes les initiatives visant à combattre les LGBTphobies.

Nous lutterons avec la plus grande détermination contre la propagation de tous les discours véhiculant des partis pris sexistes et homophobes. L'école est et doit rester un lieu d'émancipation de toutes les formes de haines et de discriminations. Nous battons pour une école publique qui permette à toutes et à tous d'apprendre ensemble, de réfléchir et d'élaborer un esprit critique.

Organisons la riposte par les mots et par l'action !

11 - Quand les Associations Familiales Catholiques dénonçaient la mixité, la promiscuité et les petites filles transformées en garçons... en 1935 - Par l'UFAL

Avec ce document historique, on peut constater que les récents délires au sujet d'une prétendue « Théorie du genre » ne sont pas nouveaux : en 1935, les Associations Familiales Catholiques dénonçaient déjà « les petites filles transformées en garçons dès l'âge de treize ans » à cause de la « promiscuité qui se pratique en classe (sic) et en récréation », que « cela suffit pour que plus d'une élève soit déjà allée se faire soigner aux Maternités », et que bientôt on aura « l'enseignement sexuel avec exercices pratiques de pièces anatomiques articulées », le tout à cause de la « lèpre de la laïcité ». Hier comme aujourd'hui, les adversaires de la laïcité ont toujours agité les mêmes chiffons rouges !

Le texte : « La lèpre de la laïcité : La coéducation des sexes et la gémiation des écoles : La coéducation des sexes par la gémiation des écoles a fait, depuis la guerre, des progrès effrayant. C'est la « lèpre de la laïcité ». Par milliers se comptent les écoles géménées, c'est-à-dire les couples d'écoles dont l'une réunit grands garçons et grandes filles sous la direction de l'instituteur, l'autre petits garçons et petites filles sous la direction de l'institutrice. La coéducation et la gémiation

sont en effet immorales. Par la promiscuité des filles et des garçons, elle excite leurs sens plus tôt qu'on ne pense, elle enlève aux jeunes filles la réserve et la pudeur et en fait des GARÇONNES dès l'âge de treize ans. Mais n'oublions pas que l'âge de la scolarité va être prolongé jusqu'à quatorze ans, et avec lui la promiscuité ; Que les cours complémentaires se poursuivent jusqu'à 16 ans et avec eux la promiscuité ; que la coéducation a été établie dans les collèges et les lycées dans les classes supérieures et avec elle la promiscuité jusqu'à l'âge de dix-sept à dix-huit ans ! La promiscuité se pratique en classe et en récréation, et cela suffit pour que plus d'une élève soient déjà allées se faire soigner aux Maternités. Que sera-ce lorsque, à l'exemple des Soviétiques, abominables apôtres de la coéducation, la promiscuité des sexes se pratiquera dans l'internat et dans la serre surchauffée des dortoirs, après que dans la journée on aura donné aux filles et garçons réunis l'enseignement sexuel avec des exercices pratiques de pièces anatomiques articulées ! N'y a-t-il pas un plan abominable de déchristianisation par la corruption de l'âme et du corps de la jeunesse ? »

12 - À Caen aussi, les intolérances se libèrent... Communiqué de presse unitaire 31 janvier 2014

Tandis que Christiane Taubira est attendue à Caen ce dimanche, nous avons appris avec colère et dégoût que plusieurs bananes avaient été pendues par des individus inconnus sur une porte de la Fédération du Calvados du Parti Socialiste.

Difficile de ne pas faire le lien avec les injures racistes proférées contre la Ministre de la Justice en octobre dernier à Angers dans le cadre d'un rassemblement organisé par la "Manif Pour Tous". des participants avaient alors scandé plusieurs fois : "la guenon, mange ta banane !" Aujourd'hui, c'est dans notre ville que s'exprime la même haine. Nous le condamnons avec la plus grande fermeté. Alors qu'une "Manif Pour Tous" est prévue ce weekend, nous mettons en garde les organisateurs contre tout nouveau dérapage. La "Manif Pour Tous" et ses alliés ne peuvent pas faire l'impasse sur les intolérances qu'ils libèrent. Derrière des appellations disparates, ces mouvements ont un point commun.

Minoritaires, ils n'admettent pas les choix démocratiques du pays : ils fabriquent des peurs par tous les moyens et tentent de les exacerber pour contester toute forme de progrès et d'égalité. Ils s'opposent à l'IVG, à la promotion de l'égalité femmes hommes, à la protection des familles dans leur diversité, montrent du doigt les homosexuels...

Après cette expression de haine dans notre ville :

- Nous redisons notre complet soutien à Madame Taubira, qui a courageusement défendu l'égal accès au mariage à tous les couples ;
- Nous redisons avec force qu'aucun racisme, aucune intolérance, n'ont leur place à Caen !
- Nous appelons le plus grand nombre à se rassembler samedi 1^{er} février place Bouchard (Caen) à 14 heures pour défendre le droit à l'IVG ainsi que la liberté de maîtriser son corps, sa sexualité et sa vie.

Centre LGBT de Normandie, Planning Familial du Calvados, Osez le féminisme ! Calvados, SOS Racisme, Melting Pomme, les étudiants LGBT de Caen, Contact Calvados, SOS Homophobie Basse Normandie, Gay'T Normande, Homosexualités et Socialisme, UNEF Caen, Solidaires, union syndicale de Basse Normandie, FCPE Calvados, Parti Socialiste, Fédération du Calvados, Parti Radical de Gauche, Citoyens à Caen, Parti Communiste Français, Fédération du Calvados, Europe Écologie -

Les Verts, Fédération Basse-Normandie, MJS Calvados

13 - De quoi la "théorie du genre" est-elle le fantasme? - Elisabeth Roudinesco

Réunis en une grande coalition boursoufflée, voici que les représentants de l'extrême-droite, toutes tendances confondues - anti-mariages gay, appuyés sur un catholicisme intégriste, salafistes habités par la terreur d'un maléfique lesbianisme américain, lepénistes anti-système, baroudeurs de la quenelle, anciens du Groupe uniondéfense (GUD), multiples partisans de Dieudonné, de Robert

Faurisson, d'Alain Soral, de Farida Belghoul, de Marc Edouard Nabe et autres écrivains illuminés, habitués des plateaux de télévision -, nous offrent un spectacle tonitruant pour commémorer le quatre-vingtième anniversaire de l'irruption des ligues fascistes hurlant contre la République, sur fond de crise économique majeure. Les images partout diffusées ressemblent à celles du 6 février 1934, même si les protagonistes de ces défilés intitulés «jour de colère» se détestent les uns les autres et affirment ne pas partager les opinions de leurs alliés. La haine de l'autre est toujours enfantée par l'union de ceux qui se haïssent entre eux. Rien à voir avec le magnifique poème biblique sur la colère de Dieu (Dies Irae).

Et c'est pourquoi on retrouve dans leurs rangs une même thématique : slogans conspirationnistes, détestation des élites, des intellectuels, des femmes, des étrangers, des immigrés, de l'Europe cosmopolite, des homosexuels, des communistes, des socialistes et enfin des Juifs, le tout ancré dans la conviction que la famille se meurt, que la nation est bafouée, que l'école est à l'agonie, que l'avortement va se généraliser, empêchant les enfants de naître, et que partout triomphe l'anarchie fondée sur une prétendue abolition généralisée de la différence des sexes.

Le thème n'est pas nouveau, il était déjà présent sous une autre forme dans certains discours apocalyptiques de la fin du XIX^e siècle qui affirmaient que si les femmes travaillaient et devenaient des citoyennes à part entière, elles cesseraient de procréer et détruiraient ainsi les bases de la société, laquelle serait alors livrée, d'un côté aux «infertiles» - sodomites, invertis et masturbateurs - agents d'une dévirilisation de l'espèce humaine, et de l'autre aux Juifs, soucieux, d'établir leur domination sur les autres peuples en usant d'une fertilité sans commune mesure avec celle des non-Juifs. Le thème du Juif lubrique, incestueux et pourvu d'un pénis sans cesse érigé, aussi proéminent que ses fosses nasales, est une des constantes du discours antisémite.

Aujourd'hui, les ligues de la colère prétendent dénoncer, après le vote de la loi sur le mariage entre personnes du même sexe, un nouveau complot fomenté à la tête de l'Etat pour détruire davantage la famille et la différence anatomique des sexes. Il aurait pour objectif d'imposer l'enseignement dans les écoles républicaines d'une prétendue «théorie du genre» visant à transformer les garçons en filles, les filles en garçons et les classes en un vaste lupanar où les professeurs apprendraient aux élèves les joies de la masturbation collective. On retrouve ici le thème de l'infertilité érigé en complot contre la reproduction sexuée et l'idée de la généralisation de l'accouplement entre personnes du même sexe. En effet, aucun enfant ne peut naître biologiquement d'un acte sexuel qui unirait une femme devenue homme et un homme devenu femme.

Mais de quoi cette «théorie du genre», qui n'existe pas, est-elle le fantasme? Pourquoi une telle rumeur a-t-elle pu se propager dans les réseaux sociaux sans que les médias n'aient eu le temps de l'invalider? Comment des parents - heureusement très minoritaires - ont-ils pu céder à cette ridicule campagne de panique, baptisée «journée du retrait de l'école», où se mêlent terreur de l'inversion des sexes, de l'annulation des différences et de la pédophilie?

Pour répondre à cette question, il faut d'abord rappeler que le genre, dérivé du latin *genus*, a toujours été utilisé par le sens commun pour désigner une catégorie quelconque, classe, groupe ou famille, présentant les mêmes signes d'appartenance. Employé comme concept pour la première fois en 1964 par le psychanalyste américain Robert Stoller, il a ensuite servi à distinguer le sexe (au sens anatomique) de l'identité (au sens social ou psychique). Dans cette acception, le *gender* désigne donc le sentiment de l'identité sexuelle, alors que le sexe définit l'organisation anatomique de la différence entre le mâle et la femelle. A partir de 1975, le terme fut utilisé aux États-Unis et dans les travaux universitaires pour étudier les formes de différenciation que le statut et l'existence de la différence des sexes induisent dans une société donnée. De ce point de vue, le *gender* est une entité morale, politique et culturelle, c'est-à-dire une construction idéologique, alors que le sexe reste une réalité anatomique incontournable.

En 1975, comme le souligna l'historienne Natalie Zemon Davis, la nécessité se fit sentir d'une

nouvelle interprétation de l'histoire qui prenne en compte la différence entre hommes et femmes, laquelle avait jusque-là été «occultée» : « Nous ne devrions pas travailler seulement sur le sexe opprimé, pas plus qu'un historien des classes ne peut fixer son regard sur les paysans (...) Notre objectif, c'est de découvrir l'étendue des rôles sexuels et du symbolisme sexuel dans différentes sociétés et périodes.» L'historienne Michelle Perrot s'est également appuyée sur cette conception du genre dans ses travaux sur l'histoire des femmes, ainsi que Pierre Bourdieu dans son étude de la domination masculine. Et d'ailleurs, à bien des égards, cette notion est présente dans tous les ouvrages qui traitent de la construction d'une identité, différente de la réalité anatomique : à commencer par ceux de Simone de Beauvoir qui affirmait en 1949, dans *Le deuxième sexe*, qu'on «ne naît pas femme mais qu'on le devient».

Dans cette catégorie des *gender studies*, il faut ranger aussi l'ouvrage exemplaire de Thomas Laqueur, *La Fabrique du sexe*, (Gallimard 1992) qui étudie le passage de la bisexualité platonicienne au modèle de l'unisexualité créé par Galien afin de décrire les variations historiques des catégories de genre et de sexe depuis la pensée grecque jusqu'aux hypothèses de Sigmund Freud sur la bisexualité.

Dans le même temps, le livre magistral de la philosophe américaine Judith Butler, *Trouble dans le genre*. Pour un féminisme de la subversion (La Découverte, 2005), publié à New York en 1990, eut un grand retentissement, non pas dans la société civile, mais dans le monde académique international. S'appuyant sur les travaux de Jacques Lacan, de Michel Foucault et de Jacques Derrida, elle prônait le culte des «états-limites» en affirmant que la différence est toujours floue et que, par exemple, le transsexualisme (conviction d'appartenir à un autre sexe anatomique que le sien) pouvait être une manière, notamment pour la communauté noire, de subvertir l'ordre établi en refusant de se plier à la différence biologique, construite par les Blancs.

Dans cette perspective se développa ce qu'on appelle «la théorie queer» (du mot anglais «étrange», «peu commun»), tendance ultra-minoritaire au sein des études de genre et qui contribua à cerner des comportements sexuels marginaux et «troublés» : transgenre, travestisme, transsexualisme, etc... Elle permit non seulement de comprendre ces «autres formes» de sexualité mais de donner une dignité à des minorités autrefois envoyées au bûcher, puis dans les chambres à gaz, et aujourd'hui bannies, emprisonnées, torturées par tous les régimes dictatoriaux. Ce fut l'honneur des démocraties de les accepter et à ce titre la «théorie queer» eut le mérite de faire entendre une «différence radicale». C'est un délire et une sottise d'imaginer que les trans-bi et autres travestis que l'on voit défiler depuis des années dans les *Gay Pride* puissent être source d'un quelconque danger pour l'ordre familial et la démocratie. Bien au contraire, cette présence témoigne de la tolérance dont est capable un Etat de droit.

Comme on le voit, les études de genre, quelles que soient leurs orientations - des plus modérées aux plus excessives - n'ont rien à voir avec un quelconque programme de propagande judéo-bolchevique à l'usage des écoliers. Faire croire que l'on pourrait enseigner les oeuvres de Freud, de Butler, de Laqueur, de Foucault, de Bourdieu ou de Stoller à des enfants de 11 ans, relève du délire. Et d'ailleurs, on sait que dans plusieurs établissements scolaires, les élèves ont déjà tourné en dérision les fantasmes des ligueurs en jouant au jeu de la jupe à toto, du pantalon à Bécassine et du zizi à Julot et à Julie. A l'ère des tablettes et de la toile, il ne faut tout de même pas prendre les enfants pour des imbéciles.

Mais puisque les études de genre, rebaptisées «théorie du genre» par les ligueurs fascistes, sont ainsi «descendues dans la rue» pour servir de slogan grotesque à une vision complotiste de l'Etat, cela veut dire qu'une nouvelle conceptualité, aussi sophistiquée soit-elle, peut devenir, à l'insu des auteurs qui s'en réclament, l'enjeu d'un combat politique imprévisible.

Autrement dit, en touchant à une représentation de la sexualité inacceptable pour les tenants de l'ancien ordre familial, les études de genre ont réactivé dans la société contemporaine, minée par la

misère, le vieux fantasme d'une terreur de l'abolition de toutes les différences, à commencer par celle entre les hommes et les femmes. Comment s'en étonner quand on sait que ces études ont été suscitées par l'observation des transformations de la famille occidentale, par l'entrée des femmes dans un ordre historique autrefois dominé par les hommes et enfin par l'émancipation des homosexuels désireux de sortir, par le mariage, de la catégorie des «infertiles»?

Certes, ces études ont donné naissance à des extravagances et la «théorie queer» suscite des débats contradictoires dans le monde académique. Il faut s'en réjouir. Toute approche nouvelle engendre des dogmes, des excès, des attitudes ridicules, et la valorisation excessive du sexe construit (gender, queer, etc) au détriment du sexe anatomique est aussi critiquable que l'a été pendant des décennies la réduction de l'identité sexuelle à l'anatomie, c'est-à-dire à une donnée immuable induite par la nature. On connaît les dérives de ce «naturalisme» fort bien critiqué en France par Elisabeth Badinter. C'est sans aucun doute par référence à cette «théorie queer» et à ses minuscules dérives qu'a été inventée par des ignares la rumeur selon laquelle des comploteurs - adeptes de Foucault, Derrida, Lacan, Beauvoir, Bourdieu ou Freud - viseraient à pervertir les écoliers.

Pour ma part, il y a belle lurette que j'ai intégré dans mon enseignement d'historienne de la psychanalyse, les études de genre et je ne crois pas avoir fomenté le moindre complot contre l'école républicaine. N'en déplaise aux ligues fascistes. Il ne faut pas s'y tromper : l'ennemi à combattre aujourd'hui c'est la «bête immonde» dont les partisans accrochent pêle-mêle au cou de leurs enfants en bas âge, lors de leurs manifestations, des pancartes où l'on peut lire : «à bas les homos, à bas les Juifs, à bas Taubira, à bas les familiphobes, dehors les étrangers, etc...». Je me demande ce que penseront ces enfants-là quand, parvenus à l'âge adulte, ils découvriront le spectacle de ces manifestations auxquelles, bien malgré eux, ils avaient été conviés.

14 - La défaite du « genre » politique - Caroline Fourest

Ils étaient moins nombreux que la Marche des fiertés qui défile chaque année pour l'égalité des droits. Mais ils ont gagné... Quoi? Le retrait d'un projet de loi visant à mieux protéger les familles. Et non la PMA ou la GPA, qui n'étaient pas dans le projet.

Ils ont surtout gagné d'avoir fait peur à ce gouvernement dont la seule victoire, jusqu'ici, était d'avoir tenu bon sur le droit au mariage pour tous. Il ne manquerait plus que la gauche renonce à prononcer le mot "genre" et la défaite morale serait complète.

Mais parlons du genre, justement. Et tâchons de nous entendre sur les mots. Le terme "théorie du genre" est devenu tabou depuis que ses adversaires le brandissent pour alimenter les fantasmes et les caricatures. En réalité, il s'agit de traduire le mot anglais "Gender studies". Cette discipline universitaire, très développée dans les pays anglo-saxons, qui vise à étudier le poids des constructions culturelles sur le genre, ce que l'on appelle aussi le sexe social et non biologique. Le masculin et le féminin. Le genre et non le sexe. Non pas tant pour nier qu'il existe des différences biologiques que pour nous élever au-dessus de ces déterminations anatomiques. Exactement comme il existe des universitaires sur la construction des stéréotypes racistes qui, sans nier qu'il existe des différentes pigmentations, cherchent à montrer les préjugés culturels que l'on fait peser sur la couleur de peau.

Pas de quoi s'évanouir. La théoricienne de l'analyse de genre la plus célèbre s'appelle Simone de Beauvoir quand elle dit "on ne naît pas femme, on le devient". Pourtant, les partisans du déterminisme biologique ont réussi à en faire une machine à fantasmes. Pas seulement en diffusant des SMS qui promettaient aux parents que des médecins juifs allaient changer le sexe des enfants. Mais de façon beaucoup plus sérieuse, dans les pages du *Point*, qui a présenté un psychologue social néo-zélandais pervers comme le gourou de la théorie du genre, simplement parce qu'il a mené une expérience délirante dans les années 60...

De quoi s'agit-il? Des parents viennent de faire circoncire un de leurs jumeaux. À cause d'un raté, l'un d'eux a le pénis cramé. Il ne pourra pas avoir de vie sexuelle normale. Pour ne pas qu'il se sente mal face à son frère, le psychologue fou et très expérimental décide de lui faire enlever l'ensemble de son appareil sexuel et de convaincre ses parents de l'élever en fille... Jusqu'à ce que l'enfant grandisse, se sente attiré par les filles, découvre la supercherie et que tout le monde se suicide. C'est évidemment une histoire atroce. Mais ce qui est intéressant, c'est la leçon que n'en tirent pas les opposants aux études de genres.

Ils n'ont visiblement aucun problème avec la source de toute cette histoire: qu'on ait cramé le pénis d'un petit garçon au nom de la religion. Ils n'ont pas retenu qu'on ne change pas si facilement d'identité sexuelle. Ni voulu comprendre que le problème était d'avoir menti et changé l'anatomie d'un enfant sans son consentement. Ils ne veulent surtout pas entendre que des centaines de jeunes nés garçons dans un corps de fille ou l'inverse se suicident chaque année, depuis des milliers d'années, justement parce qu'ils souffrent de ne pas avoir une apparence en harmonie avec leur identité profonde...

Que les partisans de La Manif pour tous se rassurent. Ces enfants-là, comme ceux victimes de l'homophobie, vont pouvoir continuer à se suicider tranquillement grâce à ceux qui refusent de lutter contre les stéréotypes à l'école. C'est-à-dire faire chanter des enfants (et non les masturber) contre les préjugés. Je veux parler des [ABCD de l'égalité](#), les vrais. Ceux qui apprenant aux enfants à se respecter et à respecter les autres, et à envisager tous les métiers. Ceux que le gouvernement finira peut-être un jour par retirer si la vision de l'école de la "Manif pour tous" finit par l'emporter. Car, ne nous y trompons pas, c'est bien l'enjeu. Ils étaient un million dans la rue pour l'école privée en 1984. Ils sont dix fois moins aujourd'hui mais ils demandent toujours la même chose: que l'école publique, laïque, républicaine, n'influence pas leurs enfants. Qu'elle se contente de leur apprendre à lire, écrire et compter. Une revendication qui unit sans surprise des familles catholiques et musulmanes intégristes.

Mais bizarrement aussi quelques intellectuels de droite. Au moment du livre alertant sur les "territoires perdus de la République" et du débat sur le voile, les mêmes nous expliquaient - à juste titre - que l'école était là pour enseigner l'égalité et la citoyenneté. Ces principes ne semblent plus valables quand des familles catholiques veulent retirer leurs enfants par peur qu'ils soient contaminés par la lutte contre le sexisme et l'homophobie. Il faut croire que la détestation de l'homosexualité, c'est comme la haine des Juifs. Très efficace pour brouiller les repères.

Puisque la Sainte Alliance va tout de même de [Béatrice Bourges](#) à Farida Belghoul en passant par Alain Soral, Eric Zemmour et Alain Finkielkraut. Sur I-télé, Eric Zemmour est allé jusqu'à refuser qu'on conseille la ligne Azur (pensée pour prévenir les ravages de l'homophobie et déjà promue du temps de la droite) aux enfants mal dans leur peau en se basant sur un article d'Egalité et réconciliation, le site d'Alain Soral. Il est vrai que les deux polémistes ont la même veine quand il s'agit d'écrire sur Le Premier sexe et la domination masculine...

Face à Jean-Jacques Bourdin, [Alain Finkielkraut a cité Jules Ferry](#) hors de son contexte pour mieux défendre une vision incroyablement utilitariste et patriarcale de l'école républicaine. En accusant la gauche de "vouloir rompre avec tout le passé de la culture et de la civilisation" parce qu'elle a supprimé le terme "bon père de famille" et qu'elle veut lutter contre les stéréotypes garçon-filles à l'école. C'est un peu comme si on expliquait que la gauche voulait éradiquer la civilisation parce qu'elle a enlevé le mot "race" de la Constitution, qu'il existe des universitaires travaillant sur le nazisme ou la colonisation à l'université et que des ABCD voulaient faire réfléchir les enfants aux stéréotypes racistes et antisémites...

Que les partisans de la nostalgie fassent attention. Au rythme où vont les choses, dans cinq ans nous ne débattons plus pour savoir si un homme doit être forcément homophobe pour être viril... Mais pour savoir s'il ne faut pas cesser de parler de la prévention du Sida, la théorie de l'évolution,

ne plus lutter contre les stéréotypes racistes et ne plus enseigner la Shoah pour ne pas perturber nos enfants. La droite républicaine aura été mangée par une droite religieuse à la française. Quant à la gauche, elle en aura perdu son identité... non pas sexuelle, mais morale.

15 - La découvreuse de la trisomie 21 doit rester dans l'ombre : la Fondation Jérôme-Lejeune ne veut pas de cette femme dans son histoire - Source : les désobéissantes

Nicolas Chevassus-au-Louis, dans *Le Monde*, et Sylvestre Huet, dans *Libération*, racontent comment la Fondation Jérôme-Lejeune cherche à faire taire Marthe Gautier, l'une des découvreuses de l'anomalie chromosomique responsable de la trisomie 21, en 1959. Le 31 janvier, l'organisation des Assises de la génétique médicale et humaine, sous la menace d'huissiers mandatés par la Fondation, a annulé une conférence que devait prononcer Marthe Gautier, 88 ans, sur cette découverte. Marthe Gautier a déjà raconté (comme ici en 2009) comment elle avait à l'époque été mise à l'écart par le Professeur Turpin, chef du service où elle travaillait, et Jérôme Lejeune. Ce dernier en particulier s'était arrogé les honneurs de la découverte, et la Fondation qui porte son nom (Jérôme Lejeune est décédé en 1994) refuse toujours que Marthe Gautier remette en cause son histoire.

Dans les années 1970, Jérôme Lejeune était aussi entré en campagne contre le droit à l'avortement. La Fondation Jérôme-Lejeune poursuit aujourd'hui cette croisade anti-IVG, désormais étendue à la lutte contre la pseudo «théorie du genre». Sa directrice de la communication n'est autre que Ludovine de la Rochère, figure de proue de la «manif pour tous». Il y a un an, le Jury de Déontologie Publicitaire avertissait du caractère mensonger de la campagne de communication de la Fondation «pour la défense de l'embryon» (Voir : La communication trompeuse de la fondation "pro-vie")

L'annulation de la conférence a eu non seulement pour effet de réduire une nouvelle fois Marthe Gautier au silence, mais aussi de la renvoyer dans l'ombre. C'est en catimini qu'elle a reçu le grand prix de la Société française de génétique humaine. Sylvestre Huet s'indigne de cette frilosité : «En ces temps où la réaction la plus obtuse manifeste sur fonds de rumeurs contre l'enseignement de l'égalité entre les sexes à l'école, où la droite espagnole veut mettre au pas les femmes en pénalisant l'IVG, les organisateurs des Assises auraient été mieux inspirés de manifester un vif soutien à Marthe Gautier. »

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES...

16 - Journée internationale contre les mutilations sexuelles féminines - Gam's et Osez le Féminisme ! - 8 février

A l'occasion de la Journée Internationale « Tolérance 0 aux Mutilations Sexuelles Féminines », trois associations, la Fédération nationale GAMS, Espoirs et Combats de Femmes et Osez le Féminisme vous invitent à venir débattre et échanger autour du thème de "La vie après l'excision".
14h30 - Accueil ;

15h - Projection des films « Noires douleurs » et « Bilakoro », avec des témoignages ;

16h30 - Débat autour des films ainsi que sur la vie après l'excision ; avec la participations de médecins et d'acteurs du film ;

17h30 - Concert du chanteur Kourouma +Buffet

Salle des Fêtes de la Mairie du 20ème, le samedi 8 février, 14 h 00. Métro Gambetta.

17 - "Anticiper les Enjeux de la prochaine Commission pour le Statut des Femmes aux Nations-Unies" - Centre Hubertine Auclers - 10 février

Les comités nationaux d'ONU Femmes sont des organisations non-gouvernementales et

indépendantes, qui ont pour objectif de soutenir la mission du comité ONU Femmes France, grâce à leur réseau d'adhérent-e-s. Ils mènent des actions de plaidoyer, des campagnes de sensibilisation du public et d'éducation sur les enjeux internationaux concernant les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes et permettent d'appuyer l'organisation internationale au niveau local et de soutenir des programmes d'ONU Femmes. Il en existe 16 dans le monde, en Australie, Autriche, Canada, Finlande, Allemagne, Islande, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Philippines, Singapour, Suède, Suisse, Royaume-Uni et aux États-Unis.

Lors de cette causerie, Pauline Chabbert et Miren Bengoa, d'ONU Femmes France présenteront l'organisation nouvellement créée en 2013. Puis, Françoise Morvan, de la CLEF et Anne-Cécile Mailfert, porte-parole d'Osez le féminisme ! reviendront sur les enjeux dans le cadre de la 58ème Commission sur le statut des femmes qui se tiendra du 10 au 21 mars 2014 aux Nations Unies à New York. Cette année, le thème porte sur le bilan des Objectifs du millénaire pour le développement et sur la place de l'égalité femmes-hommes et de l'autonomisation dans le nouvel agenda pour le développement " Post 2015". Cette session revêt une importance stratégique majeure dans un contexte de montée des conservatismes et de remise en questions de droits des femmes. L'inscription de l'égalité comme axe essentiel du nouvel agenda du développement est une priorité absolue qui requiert la mobilisation des organisations féministes."

Lundi 10 février de 18h30 à 20h30 au Centre Hubertine Auclert, 7, impasse milord - Paris 18

Si vous n'êtes pas encore inscrit-e : www.hubertine.fr/causerie23

18 - Formation/Journées Intersyndicales Femmes - Solidaires - CGT - FSU - 20 et 21 mars 2014

- Politiques publiques : Des obstacles à l'égalité ? : Séverine Lemièrre, Économiste - Université Paris 5 ; Jeanne Fagnani, Sociologue - Directrice de recherche - Université Paris 1 ; Pauline DOMINGO Économiste - CNAF (Caisse nationale d'allocations familiales)

- Un siècle de travail des femmes : Margaret Maruani, Sociologue - CERLIS/CNRS ; Monique Meron, Statisticienne - INSEE, Auteurs du livre : « Un siècle de travail des femmes en France »

- Égalité professionnelle : Un pas en avant, deux pas en arrière ? : Rachel Silvera, Économiste - Université Paris Ouest / Nanterre-La Défense ; Interventions de la CGT, FSU, Union syndicale Solidaires

- Retour sur les questions de genre : Elsa Dorlin, Philosophe - Université Paris 8 ; Focus : attaques contre le "gender" à l'école

9h - 17h, Bourse du Travail de Paris - 85, rue Charlot - 75003 Paris

19 - En 2014, la librairie Violette and Co fête ses 10 ans !

• Samedi 8 février à partir de 18h30, vernissage de l'exposition collective « 10 ans, 40 artistes » ;

• Dimanche 16 février, de 18h à 23h, fête au Tango, 13 rue au Maire, Paris 3ème, entrée 6 euros ;

• Vendredi 28 mars, 19h, Rencontre « lire Violette Leduc aujourd'hui » à Violette and CO, avec Mireille Brioude, Anaïs Frantz, Alison Peron, Cécile Vargaftig et Catherine Viollet.

• Mercredi 9 avril, 19h, Table-ronde : « Transgression et littérature », préparée et animée par Anne Delabre, Mairie du 11^{ème}.

20 - Colloque : Viols en situations de conflit : Soutien au projet de loi libyen protégeant les victimes de violences sexuelles - Paris - 18 février

- Le viol comme arme de guerre : lever le tabou : Catherine Coutelle, Présidente de la Délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale ; Najat Vallaud-Belkacem, Ministre des Droits des femmes ;

- Le projet de loi libyen : une étape cruciale pour accompagner les victimes de viols : Mr. Salah El

Marghany, Ministre de la Justice libyen ; Patricia Viseur Sellers, spécialiste du droit pénal international ; Souhayr Belhassen, Présidente d'honneur de la FIDH ; Témoignages de femmes libyennes, victimes de viols ;

- La nécessité des lois : prévenir les violences sexuelles, punir les agresseurs, protéger les victimes : Elisabeth Guigou, Présidente de la commission affaires étrangères de l'Assemblée nationale ; Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale.

Animation : Annick Cojean, journaliste au Monde, auteure de l'ouvrage Les proies, dans le harem de Khadafi

Mardi 18 février, 17h00-19h, Assemblée nationale, Salle Lamartine

Pour participer à cet évènement, remplir le formulaire d'inscription que vous trouverez en suivant ce lien : <http://18fevrier2014.evenium.net>. Seules les personnes inscrites par le biais de ce formulaire en ligne et munies d'une pièce d'identité pourront accéder à la salle (accueil à partir de 16h45)

LIVRES, CINEMA, THÉÂTRE, TÉLÉ...

21 - Livre : Chevaleresses : Une chevalerie au féminin - Sophie Cassagnes-Brouquet

Les femmes, paraît-il, seraient partout et toujours porteuses d'un pacifisme marqué par une sainte horreur de la violence, tandis que la guerre serait une activité exclusivement masculine. Ce stéréotype a masqué, dans l'histoire du Moyen Âge, la présence de combattantes conscientes et actives. L'enquête débute avec l'apparition des premières cavalières de l'âge féodal et leur participation aux croisades, et se clôt avec la figure de Jeanne d'Arc, à la fois réelle et idéale. Des femmes, aristocrates pour l'essentiel, partagèrent l'idéal chevaleresque de l'époque, organisèrent des tournois, furent intégrées dans les ordres militaires de chevalerie. Dans la littérature, les chevaleresses prennent la forme de « belles guerrières », les Neuf Preuses de la légende. Ces guerrières de fantaisie trouvent un écho dans les authentiques exploits de certaines dames à qui les hommes n'ont guère à remonter. Ainsi le Moyen Âge n'a pas été aussi « mâle » qu'on l'a pensé. Agrégée et docteure en histoire et en histoire de l'art, Sophie Cassagnes-Brouquet enseigne l'histoire médiévale à l'université de Toulouse-Le Mirail. Elle a notamment publié La Passion du livre au Moyen Âge, Les Romans de la Table Ronde, premières images de l'univers arthurien et La Vie des femmes au Moyen Âge.

22 - Livre : Publication d'un guide d'information sur le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur et la recherche - Association Clasches

Les violences sexistes et sexuelles constituent une réalité largement occultée dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR). Pire, l'absence d'information, les résistances et le traitement inéquitable de ces situations garantissent une réelle impunité aux auteurs de ces violences.

Pour lever le silence sur le harcèlement sexuel dans l'ESR, il faut précisément commencer par informer. C'est pourquoi le Collectif de lutte anti-sexiste contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur (CLASCHES) lance la première édition de Le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur et la recherche. Guide pratique pour s'informer et se défendre.

Ce guide est destiné aux victimes comme aux témoins de situations de harcèlement sexuel, et, plus largement, à tou-tes les actrices et acteurs de l'ESR. Il a pour but de sensibiliser à la question du harcèlement sexuel et des violences sexistes et sexuelles dans l'ESR, d'orienter les victimes et les témoins, et de fournir des outils, notamment juridiques.

Mais la lutte contre le harcèlement sexuel, les agressions sexuelles et les viols dans l'ESR doit aller bien au-delà de la seule information. Elle doit faire l'objet d'une véritable politique de la part des pouvoirs publics en matière : de prévention ; recensement statistique de l'ampleur des

violences faites aux femmes dans l'ESR ; formation des acteurs et actrices qui sont, en premier lieu, confrontées à ces problématiques, notamment les personnels de santé et les chargées de mission égalité femmes hommes des universités ; information sur les violences destinée aux étudiantes et aux personnels ; réglementation dans le traitement disciplinaire des cas de harcèlement sexuel.

<http://www.clasches.fr>

23 - À voir à la télé

Le documentaire : « Survivantes » d'Hubert Dubois sur LCP à 20h30, dimanche 9 février 2014 et jeudi 20 février 2014.